

DEFENDRE
INFORMER
SOUTENIR
REPRESENTER

AGL

WWW.AGLOUVAIN.BE

DOSSIER DE PRESSE COMITÉ AGL 2017-2018

Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain
Rue des Wallons, 67 ■ 1348 Louvain-la-Neuve ■ 010/45.08.88
agl@aglouvain.be ■ www.aglouvain.be

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 2 OCTOBRE 2017

Le Comité AGL est l'organe exécutif de l'Assemblée Générale des étudiant-e-s de Louvain qui représente et défend les quelque 30.000 personnes inscrites à l'UCL. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que l'équipe prépare le programme de cette année académique qui s'annonce chargée par des actualités et nos projets.

DES ACTUALITÉS

L'année académique 2017-2018 promet d'être riche en actualités pour l'enseignement supérieur. Rien que durant les mois de juillet et août, sont apparus trois dossiers auxquels il faudra porter la plus grande attention.

Médecine

Cette année encore, les différentes péripéties des études de médecine ont connu de multiples rebondissements et promettent d'être encore au cœur de l'actualité cette année. Le concours en fin de première et l'échec des recours a priori et a posteriori ont malheureusement été des échecs à encaisser pour l'AGL et la FEF, dont l'AGL est membre, autant au niveau communautaire qu'au niveau des sommes investies et du résultats pour les étudiant-e-s concerné.e.s.

L'AGL s'est ensuite mobilisée au cours du mois d'août pour s'opposer au concours. L'examen d'entrée lui-même a été une terrible épreuve pour de nombreux-euses étudiant-e-s. Le niveau de difficulté de certaines questions était très élevé et ne correspondait pas nécessairement aux préparations fournies par l'université. Le fait que le nombre d'étudiant-e-s ayant réussi l'examen d'entrée est inférieur aux quotas d'Inami prévus pour dans 6 ans est un symptôme du caractère insensé de cet examen d'entrée.

Si cet examen d'entrée a été conçu par les instances de la Communauté française, l'AGL reste bien consciente que le problème fondamental demeure la planification des études de médecine qui repose uniquement sur une évaluation de l'offre et non de la demande de soins de santé et que cette politique mènera à une diminution drastique du nombre de médecin par habitants alors qu'une pénurie de médecins généralistes est déjà présente dans plusieurs régions de Belgique.

En plus de ce problème d'accès aux études, cette année se posera le problème de la double cohorte. En effet, suite au passage des études de médecine de 7 ans à 6 ans, deux « cohortes » de médecins termineront leurs études en même temps. Or, le financement n'est pas adapté aux plus de 1000 étudiant-e-s qui termineront leur cursus de médecine cette année (contre 400-500 habituellement) afin de financer les stages de spécialisation. De même, le nombre de maitres de stage n'est pas suffisant. L'AGL demande dès lors un financement adapté des stages pour ces deux cohortes d'étudiant-e-s

Médecine Vétérinaire

Suite à un concours d'entrée en fin de première, balisant le nombre restreint d'étudiant-e-s qui seraient permis-e-s de passer à l'année suivante, a eu lieu et a bel et bien eu les effets escomptés. En effet, à l'UCL, 51 étudiant-e-s sur plus de 150 ont pu poursuivre leurs études, qu'ils aient réussi leur cours et donc leur année ou non.

Suite à cela, l'AGL et le FEF s'est engagé dans un recours devant le conseil d'Etat afin de permettre aux étudiant-e-s reçus-collés de poursuivre leurs études, mais le Conseil n'a pas suivi ce raisonnement et a laissé des centaines d'étudiant-e-s sur le carreau.

Faut-il rappeler que cet examen d'entrée, créé purement par la communauté, n'avait principalement comme objectif de palier à un «surnombre» d'étudiant-e-s à l'Université de Liège en master, qui ne possèdent plus les moyens d'accueillir correctement ses étudiant-e-s. Encore une fois, le nerf de la guerre est l'argent, et ces études demandent encore une fois un grand besoin de refinancement.

L'AGL et la FEF continuera sa mission de sensibilisation sur la thématique de la sélection à l'entrée, et se tient prête pour les réouvertures des discussions sur la cohérence du concours d'entrée.

Situation politique

La crise politique en Communauté française déclenchée en juin dernier par l'annonce du CDH est lourde de conséquences pour l'enseignement supérieur. Ainsi, plusieurs dossiers essentiels sont gelés ou laissés à des majorités à construire. Nous ne savons pas ce qu'il en est de la fusion entre l'UCL et Saint Louis (celle-ci nécessite un décret afin d'être mise en oeuvre), de la réforme des études de kinésithérapie, par exemples. Concernant la réforme du système d'allocation d'étude nous sommes toujours en l'attente de clarifications.

NOS PROJETS

Nous avons de nombreux projets que nous aimerions mener à bien cette année. Parmi ceux-ci, nous en avons sélectionné trois qui résument bien notre action générale.

- Au premier quadrimestre :

Au cours de ces premiers mois de l'année plusieurs campagnes essentielles nous guideront.

Enquête sur l'esprit critique en BAC11

Il est de notoriété publique que l'esprit critique est une compétence essentielle dans un parcours universitaire. Or, nous considérons que l'enseignement secondaire y forme de manière imparfaite et en tout cas de manière inégale. C'est pourquoi nous mènerons cette année une grande enquête auprès des étudiant.e.s de BAC11 afin de tester leur compétence en la matière. Cette enquête sera élaborée avec des professeurs spécialisés en la matière ainsi qu'avec des statisticiens afin de garantir une régularité méthodologique exemplaire, ce qui avait été autrefois reproché à l'AGL. Cette enquête sera diffusée sous format papier et électronique.

Si nos craintes sur le manque d'esprit critique des étudiant.e.s en BAC11 se confirme nous pousserons à la mise en place d'un cours de critique afin d'aiguiser, au plus tôt l'esprit critique des étudiant.e.s et ce afin de donner le maximum de clés de l'université aux étudiant.e.s dès leur arrivée. Nous favorisons également la mise en place d'autres outils favorisant l'esprit critique et citoyen ainsi que la réflexion sur nos acquis à l'université, comme un cours sur les enjeux sociétaux du 21e siècle.

Enquête sur la pénurie de kots et l'insalubrité de ceux-ci

Si l'UCL a déclaré récemment que tous les kots qu'elle louait n'étaient pas tous occupés, il n'en demeure pas moins qu'une pénurie de logement accessible est bien présente. Cela a des conséquences bien concrètes sur les conditions sociales des étudiant.e.s. Cette pénurie de kots accessibles pousse les prix des kots à la hausse et pousse les étudiant.e.s à accepter des kots moins salubres.

Or, la construction de kots est rentable pour l'UCL.

C'est pourquoi, nous mènerons une grande enquête sur la pénurie de logements à l'UCL, sur quel kot les étudiant.e.s désirent et sur la qualité et la salubrité des logements.

Cette enquête visant à objectiver la pénurie et les besoins des étudiant.e.s fera également l'objet d'un suivi statistique. Elle sera menée sur les différents sites de l'UCL. Cette enquête visera, in fine à la construction et à la rénovation des logements si nos craintes déjà étudiées par le passé, se confirment.

Sensibilisation et mobilisation autour de la COP23

Si la 21^e conférence des parties sur le climat (COP21), à Paris, avait largement été médiatisée, la COP23 a, cette année, un écho bien moindre dans la presse et dans l'opinion. La vingt-troisième Conférence des parties (COP 23) se réunira à Bonn (Allemagne) à partir du 6 novembre 2017. Profitant de cette occasion, nous souhaitons sensibiliser le public étudiant aux questions climatiques. Nous organiserons des activités ponctuelles pour en arriver, crescendo, à une mobilisation le 3 novembre, en marge de la conférence climatique de l'ONU : promotion du projet ECOKOT de la région wallonne, travail sur le Fossil Free, etc. Le vendredi 3 novembre, nous réunirons des kots-à-projet et des associations pour un rassemblement festif qui aboutira au grand départ en vélo vers Bonn, où nous nous joindrons aux actions sur place.

- Autres campagnes

Consentement sexuel

Si la prostitution étudiante a fait les Unes des différents médias ces derniers jours, c'est dans une optique plus globale que nous souhaitons traiter la thématique. En effet, le fait divers ne doit faire diversion et cacher les causes qui amènent certaines étudiantes à choisir la prostitution comme job étudiant. À côté de l'évidente précarisation de la population étudiante, que nous traiterons sous ses différentes formes (allocations d'étude en baisse, hausse du coût des études, manque d'aménagement pour les personnes en situation de handicap, etc), nous nous attarderons sur une vaste campagne pour sensibiliser au consentement sexuel.

Pour ce faire, nous commencerons par organiser des rencontres entre étudiant.e-s et professionnels afin de discuter et de débattre sur la définition du consentement. Dans un second temps, nous diffuserons notre campagne qui se déploiera sur deux volets : la sexualité au quotidien et les rapports intimes dans le cadre de l'animation. Cela s'accompagnera de messages d'information et de prévention, ainsi que d'une distribution de préservatifs lors des 24H Vélo de LLN.

L'AGL ne prétend pas devenir un acteur de référence en la matière, elle n'en a pas la mission, mais plutôt un vecteur de transmission de l'information et de la sensibilisation à destination du public étudiant.

Personnes porteuses d'un handicap

Si l'UCL promet que cette thématique fait partie de leurs priorités depuis ces 25 dernières années, force est de constater que de nombreux éléments peuvent encore être améliorés. À ce jour, les personnes à mobilité réduite rencontrent encore beaucoup de difficultés pour se déplacer du fait de l'inexistence de plans inclinés ou de la vétusté des portes ou ascenseurs qui mènent aux auditoriums ; les personnes sourdes ou malentendantes ne disposent d'aucun outil pour communiquer (faible nombre d'interprètes, inexistence d'infrastructures, etc) ; les personnes aveugles ou malvoyantes ne peuvent profiter d'aucun aménagement urbanistique efficace ; les personnes porteuses d'un trouble souffrent d'un cruel manque de reconnaissance ; etc.

Alertée directement par des étudiant-e-s concerné-e-s, l'AGL a entamé un vaste chantier de recensement de ces innombrables obstacles et formule régulièrement, dans les instances de l'UCL, des pistes de solution, élaborées avec les personnes en situation de handicap, de trouble ou de maladie invalidante.

En plus de se joindre aux activités de sensibilisation qui s'organiseront lors de la journée du handicap, en mars 2018, nous lancerons, dans les prochaines semaines, une grande commission de coordination autour de ces thématiques. Nouvelle institution de référence en la matière, elle aura pour missions le recensement des difficultés rencontrées par cette population (étudiant-e-s et membres du personnel), la planification de la mise en œuvre des aménagements et la coordination des différentes institutions universitaires qui seront amenées à s'adapter. Elle sera composée de membres de l'AGL, de personnes en situation de handicap, de professeurs/chercheurs, de représentant·es des différentes instances de l'UCL.

Fossil free

L'université de Liège, de même que les universités flamandes de Gand et Louvain, a récemment pris l'engagement de désinvestir totalement les fonds placés dans des actions, obligations ou SICAV dites fossiles - c'est-à-dire dans des entreprises d'exploitation de combustibles fossiles. Nous mènerons ces revendications dans les différentes instances dans lesquelles nous sommes présents. Plus largement, cette campagne s'intégrera dans la campagne sur la COP23.

Précarité étudiante

Le nombre d'étudiant-e-s belges touchant le revenu d'intégration sociale (RIS) du CPAS est passé, entre 2002 et 2016, de 3.654 à 27.133, soit un chiffre multiplié par 7,4 en l'espace de 15 ans.

Les étudiant-e-s qui recourent à ce dernier filet de la sécurité sociale sont 8.263 à Bruxelles, pour 5.400 et 13.470 au Nord et au Sud du pays. Les chiffres du RIS étudiant, venant du cabinet du ministre de l'Intégration Sociale, témoignent d'une augmentation très inégale de la paupérisation entre les trois Régions du pays ; le décrochage des francophones par rapport à la Flandre s'accroît de manière alarmante.

Parallèlement, les demandes pour les allocations d'études et aides sociales des établissements du supérieur sont, d'année en année, plus nombreuses, alors que le nombre d'allocations octroyées a tendance à stagner. À titre d'exemple, en 2013-2014, 52.065 étudiant-e-s introduisirent une demande de bourse d'études, mais seulement 36.342 se la verraient octroyée.

Alors que les aides tendent à diminuer, le coût de la vie et des études, quant à lui, augmente dangereusement. Les kots étudiants, trop peu nombreux, subissent une hausse des prix et les quelques « logements sociaux » demeurent trop chers, avec des loyers à partir de 300 € par mois. Par ailleurs, le minerval lui aussi subit les attaques des autorités politiques et académiques qui aimeraient le voir augmenté. Ces hausses du coût de la vie provoquent une précarisation croissante de la population étudiante, poussée à la malnutrition, à vivre dans un logement insalubre et à cumuler des jobs précaires qui le détournent de son métier principal, celui d'étudiant.

Tous les Conseils étudiants, représentés par la FEF, demandent une revalorisation des allocations d'études (plus de bénéficiaires, hausse du revenu moyen, ...), une meilleure accessibilité aux allocations familiales (directement versées à l'étudiant avec l'abolition de la limite d'âge à 25 ans), un refinancement des CPAS. Avec la FEF, nous constituerons une plateforme de campagne contre la précarité avec diverses associations locales afin de mener ensemble, des actions sur le campus de Louvain-la-Neuve et décliner de manière locale le concept très général de la précarité. Par ailleurs, nous mobiliserons largement les étudiant-e-s en vue de la grande mobilisation du 17 novembre

Proximité avec l'animation

Régulièrement, le folklore néo-louvaniste subit les assauts, d'une part de l'UCL et, d'autre part, de la Ville. N'étant pas un des acteurs principaux de l'animation, nous nous portons en soutien aux différents organes qui peinent souvent à faire entendre leur voix auprès des diverses instances.

Nous ne souhaitons pas que le besoin sécuritaire ou les mesures électoralistes de la commune viennent perturber l'animation, partie indissociable de l'ADN de l'UCL.

Au-delà de cette préservation, nous souhaitons accompagner les sites de l'UCL qui aimeraient développer l'animation et la culture sur leur campus en partageant les expériences avec eux.

- *Second quadrimestre*

Elections communales de 2018

Aussi bien à Louvain-la-Neuve que sur les autres sites de l'UCL, le lien avec les autorités communales est essentiel. Pensons par exemple aux 24h vélo, à la politique urbanistique de Louvain-la-Neuve, de l'établissement d'une antenne de police locale sur le site de Woluwe. La plupart des étudiant.e.s n'étant pas domicilié sur leur lieu d'étude, il demeure néanmoins essentiel de prendre en compte leurs desiderata. A cette fin, nous réaliserons une campagne de sensibilisations aux enjeux communaux, des rencontres, des conférences et in fine des assemblées générales à l'adresse de tous les étudiant.e.s. Ces Assemblée Générales viseront à la rédaction d'un memorandum reprenant les différentes demandes des étudiant.e.s pour les élections communales.

Modalités d'évaluation

Une large réflexion nous occupera au second quadrimestre sur la question des modalités d'évaluation des connaissances. En effet, la question s'est jusqu'à maintenant peu posée au sein de l'UCL, et cette interrogation capitale est trop souvent cachée derrière un pragmatisme ne mesurant que le temps que prend chaque modalité, et donc laquelle est la plus adaptée.

C'est donc en ce sens que nous ferons un travail de fond, de dossier pour établir toutes les modalités existantes, leurs qualités et leurs défauts, et afin de proposer des pistes alternatives à l'UCL afin d'améliorer sa manière d'interroger ses étudiant.e.s.

Saut de page

UNE ÉQUIPE

La nouvelle équipe comprend un zeste d'expérience avec plusieurs ancien-ne-s, une louche d'innovation grâce aux nouveaux et nouvelles, le tout sur un lit d'égalité des sexes puisque que le ratio est proche de la parité. Les membres du Comité sont par ailleurs issu-e-s de plusieurs sites et de nombreuses facultés différentes. Diversité et pluralisme pour une année qui s'annonce pleine de réflexions et d'actions en faveur des étudiants et étudiantes de l'Université catholique de Louvain.

Fonction	Nom	Études
Président	Santiago Dierckx	Master en droit et Bac en économie
Secrétaire-Général	Mathieu Fraipont	Master en histoire
Vice-Président Enseignement	Charles Lurqin	Double Bac en droit et en sciences politiques
Vice-Président Social	Blaise Mottouille	Master en ingénieur agronome
Vice-Président Transition écologique	Anaïs De Munck	Bas en Sciences Politiques
Vice-Président Multi-Sites	Guillaume De Galan	Bac en Histoire
Co-Responsable animation et culture	Cyril Canu	Bac en Sociologie et Anthropologie
Co-Responsable animation et culture	Sébastien Kudas	Bac en Sciences politiques
Trésorière	Cécile Gérard	Bac en économie
Responsable Communautaire	Solange Morales	Master en sociologie
Responsable Ouverture Sociétale	Eléonore Haddioui	Bac en sociologie et anthropologie
Responsable Communication	Yassine Chramti	Bac en Communication
Responsable représentant-e-s	Mathilde Fraipont	Double bac en droit et sciences politiques
Responsable Archives	Célestine Moreau	Bac en langues romanes et germaniques
Responsable Logistique	Melvyn Kuetgens	Master en ingénieur agronome
Responsable PEPS HTM	Cathy Bodson	Master approfondi en langues et lettres anciennes et modernes
Responsable formations	Jean Lagneaux	Bac droit
Co-Responsable Woluwé	Robin Pouch	Bac en santé publique
Co-Responsable Woluwé	Pierre Vaillant	Bac en médecine
Rédactrice en cheffe de la Savate	Pamela Giunta	Master en socio-linguistique
Co-Présidente du Conseil	Hélène Langumier	Bac en Kiné
Co-Présidente du Conseil	Maëlle Rixhon	Master en droit
Co-Présidente du Conseil	Charline Leterme	Bac en Médecine vétérinaire